

Entretien avec Olivier Thomas, président du Siredom, maire de Marcoussis

Propos recueillis par Robert Mendibure

«Comme on dit au rugby, on est sorti des ronces»

Olivier Thomas, maire de Marcoussis et président du Siredom a bien voulu nous accorder une interview 2 ans 1/2 après avoir été élu président du Siredom.

Le Républicain : Lors de votre élection à la présidence du SIREDOM, fin septembre 2020, la situation financière du syndicat était dans le rouge vif comme en attestait le rapport de la Chambre régionale des comptes. Où en êtes-vous aujourd'hui ?

Olivier Thomas : Effectivement début 2021, la Chambre régionale des Comptes d'Ile-de-France a publié un rapport alarmant sur la situation du SIREDOM en pointant une dette de près de 55 M d'€, en octobre 2020, dont 43 M d'€ de dettes certaines et 11 M d'€ de risque contentieux ! la dette, constituée de factures impayées et de biens non amortis, était due auprès du groupe SEMARDEL dont une grosse partie auprès de leur organisme d'affacturage, une filiale de la banque postale. Quant au contentieux, il était avec le SITREVA, un syndicat de traitement des déchets de la région de Rambouillet dont le SIREDOM est adhérent pour quelques mois encore. Le constat était sans appel et c'est en pointant cette situation que j'ai été élu à la présidence du SIREDOM

Le Républicain : Et où en êtes-vous deux ans et demi après ?

Olivier Thomas : Aujourd'hui nous sommes parvenus à rembourser la totalité de cette dette délirante, à payer les intérêts moratoires et à sortir du contentieux très coûteux avec le SITREVA. Au total, c'est un effort financier de près de 62 M d'€ qui a dû être réalisé ! 32 M d'€ de factures impayées, 7 M d'€ d'intérêts moratoires, 9,5 M d'€ de biens non amortis et 13 M d'€ de contentieux !

Le Républicain : Comment avez-vous fait en si peu de temps ? Vous avez une baguette magique ?

Olivier Thomas : non, non, non... pas de baguette magique mais une méthode ! Une méthode comprenant une augmentation des contributions de nos adhérents, donc des administrés, mais aussi de la rigueur, de la détermination et de la transparence. C'était d'ailleurs mon engagement devant le comité du syndicat lors de mon élection et puis c'est un travail d'équipe...

Le Républicain : un travail d'équipe ?

Olivier Thomas : Oui, on ne redresse pas aussi vite et aussi fortement une situation tout seul. La nouvelle équipe dirigeante du syndicat, que j'ai composée après mon élection, a adhéré à cette méthode de gestion en toute

transparence. Le SIREDOM est un formidable outil public pour la gestion des déchets si on sait le piloter. Je veux saluer notamment le travail de mon vice-président aux finances, Fabrice Jaouen, qui connaît parfaitement les rouages de la comptabilité et des finances publiques car c'était son métier.

Le Républicain : Le vôtre aussi non ?

Olivier Thomas : Oui c'est vrai j'ai commencé ma carrière comme comptable public, il y a bien longtemps... j'ai plus de 40 annuités de cotisations (rires)... Et puis on a totalement réorganisé avec l'aide du Directeur, Olivier Le Clech, le service des finances du SIREDOM. Je suis assez fier de ce travail collectif. On est dorénavant doté d'une comptabilité analytique extrêmement précise, territoire par territoire. On est passé en deux ans du mauvais élève financier pointé par la CRC au premier de la classe en matière de transparence.

Le Républicain : Et pour le contentieux avec le SITREVA ? Ce n'est pas de la gestion...

Olivier Thomas : En partie car sa genèse est due à une mauvaise interprétation de la loi NOTRE. A ce propos, le SIREDOM a été condamné deux fois, à l'été 2020, par le tribunal administratif de Versailles. Il fallait absolument sortir de ce contentieux et pour cela, il a fallu beaucoup de détermination. Le SIREDOM, en tant qu'adhérent, devait payer au SITREVA une part fixe annuelle très importante qui était jusqu'en 2020 d'environ 3,5 M d'€ puis depuis environ 2 M d'€ alors qu'il n'utilisait plus ses services. Une spirale infernale dont il fallait sortir !

Le Républicain : Mais comment en êtes-vous sortis ?

Olivier Thomas : en négociant. Et je veux remercier Christian Schoettl, mon premier vice-président qui dans une de ses nombreuses vies antérieures a été lui-même président du SITREVA. Sa connaissance de l'historique dans la relation SITREVA-SIREDOM a été précieuse. Je tiens aussi à saluer le Président de Cœur d'Essonne agglomération, Éric Braive, car sans sa contribution, le contentieux n'aurait pu trouver une issue rapide. Merci aussi aux services de la préfecture pour l'attention et la bienveillance qu'ils nous ont témoignée. Et puis, parfois, il faut des hommes neufs pour sortir d'un conflit...

Le Républicain : Comment cela ?

Olivier Thomas : la relation entre l'ancienne équipe du SIREDOM et l'ancienne équipe du SITREVA était très tendue. Mon arrivée au SIREDOM et celle d'un nouveau président au SITREVA ont permis d'aborder les choses avec plus de sérénité. Comme dans tout bon accord, chacun doit faire un pas



pour trouver une solution évitant un mauvais procès.

Le Républicain : au total donc entre 2020, votre élection comme président et fin 2022, ces sorties de crises ont un coût ?

Olivier Thomas : Oui... ce n'est pas de la magie. Tous les adhérents du SIREDOM ont assumé leur part pour produire l'effort nécessaire de sortie de cette situation alarmante. On s'était fixé 3 ans, 2021, 2022 et 2023 et on a pu en sortir plus vite grâce aux efforts collectifs de tous ! Nous avons aussi décidé de vendre quelques actifs du SIREDOM et d'assurer un contrôle scrupuleux de nos dépenses, notamment dans les déchèteries.

Le Républicain : les déchèteries ?



Une déchetterie du Siredom.

Olivier Thomas : Oui, ces dernières années, les coûts ont augmenté significativement. Certes, nous pouvons nous féliciter d'offrir un véritable service à la population avec 27 déchèteries présentes sur notre territoire, ce qui permet à nos habitants d'être domiciliés à 15 minutes environ d'une déchetterie, mais cela représente un coût non négligeable.

Après une analyse détaillée menée en équipe par la commission déchetterie animée par la vice-présidente, Klerwi Landrau, on a revu les conditions d'accès des entreprises d'une part et, d'autre part, on a renforcé l'équipe d'agents valoristes. Eu égard au travail difficile et très technique qu'ils font, il est important qu'ils puissent le faire dans de bonnes conditions. Ils ont aussi un rôle écologique majeur en limitant l'apport aux bennes enfouissables.

Le Républicain : les enfouissables coûtent plus chers ?

Olivier Thomas : Oui les déchets enfouissables coûtent très chers.

D'abord ils coutent à la planète, il faut donc les réduire au maximum. Et ensuite ils coutent chers parce qu'ils ne sont pas valorisables et assujettis à une taxe sur les activités polluantes (TGAP) qui augmente d'année en année. Il y a donc urgence à les réduire en triant mieux. Nos agents valoristes veillent à cela !

Pour les accompagner, le SIREDOM leur a adjoint des médiateurs du tri pour aider les usagers à mieux trier les déchets dans nos déchèteries. La seconde action, mise en œuvre au 1er janvier 2023, consiste à mieux encadrer l'accès des professionnels aux déchèteries.

Le Républicain : Les professionnels ne peuvent plus aller en déchèteries ?

Olivier Thomas : Si bien sûr, ils peuvent y aller encore mais on a revu fortement les conditions d'accès. Normalement nos déchèteries ne sont pas faites pour les professionnels. Pour cela les filières professionnelles doivent s'organiser entre-elles. Mais nous continuons de les accepter pour rendre services aux TPE et PME

sommes sortis de nos affres financiers, nous devons avec la même détermination qui nous en a sorti, nous tourner vers une gestion plus écologique des déchets, mieux trier, mieux traiter, valoriser, créer de l'énergie...

Le Républicain : Justement quelle est votre relation avec la SEMARDEL

Olivier Thomas : Nous avions une dette (via la banque postale) envers eux, elle est aujourd'hui totalement payée. Nous restons les premiers actionnaires de cet outil public qu'est la SEMARDEL et notre relation est excellente. Leur président, Bernard Sprotti, est d'ailleurs un délégué du SIREDOM. Dans l'histoire de notre département, la relation SIREDOM-SEMARDEL n'a pas toujours été simple pour parler par euphémisme... Mais je veux saluer celles et ceux qui ont pensé ce modèle public unique en France. Lorsque les comptes sont bien gérés et qu'on se parle franchement - c'est le cas aujourd'hui - on arrive à faire de cet attelage un outil très performant écologiquement mais aussi financièrement. La gestion publique des déchets est un enjeu. Notre modèle public peut être un exemple pour tout le pays, de bonne gestion, d'écologie et d'innovation notamment en matière d'énergie... L'objectif est aussi que l'usager paie un prix raisonnable : nous ne sommes pas là pour payer des dividendes à des actionnaires ou des voitures de fonction à des élus !

Le Républicain : Et la prévention ? La Cour des comptes récemment pointait la nécessité en France de faire de la prévention en matière de déchets...

Olivier Thomas : c'est très juste et important. Je crois que l'éducation et la prévention sont les meilleures armes pour préparer l'avenir. C'est une compétence qui revient formellement aux EPCI qui sont chargés de la collecte. Mais dans notre délégation de service public avec la SEMARDEL nous avons un volet éducation et prévention et là encore nous innovons. Nous avons décidé de créer un jeu vidéo qui fonctionne même en réalité virtuelle pour aller faire de la prévention auprès des collégiens notamment... Il est en phase de test. Il s'agira pour les ados de sauver une planète envahie par

les déchets, de mieux trier et recycler ces déchets et de valoriser ces déchets en créant de l'énergie... ça ressemble à la vraie vie ! Mais comme je l'ai dit aux enfants enthousiastes qui testaient ce nouveau jeu : « le but est que votre génération soit meilleure que la nôtre... ce qui ne devrait pas être difficile ! »

Le Républicain : S'ouvre donc une nouvelle phase dans la vie du SIREDOM ?

Olivier Thomas : En quelque sorte... On est sortis des ronces, comme on dit au rugby... Il nous faut maintenant nous améliorer vers une gestion plus durable des déchets et de leurs traitements. On peut affiner les traitements, alimenter des nouvelles filières de réemploi et de valorisation... Mais rappelons que le meilleur déchet reste celui que l'on ne produit pas, c'est pourquoi je reste très dubitatif au sujet du débat actuel sur la consigne du plastique. Certes, ce dispositif semble prometteur pour le tri mais cela ne doit pas en faire un prétexte pour relancer la consommation de plastiques qui est, de toute façon une source de pollution importante.

Le Républicain : Une dernière question : Après ce succès de redressement du SIREDOM et votre arrivée au Conseil départemental, l'Essonne bruisse de votre candidature comme tête de liste aux prochaines sénatoriales ?

Olivier Thomas : ha ha ha (rires)... je suis beaucoup trop jeune pour le Sénat, je n'ai pas encore 60 ans... Plus sérieusement, j'ai l'habitude de tenir mes engagements devant mes administrés, je suis Maire, j'aime beaucoup mon village de Marcoussis et je me suis engagé pour un mandat jusqu'en 2026 et vous savez qu'on ne peut plus être sénateur-maire.

Le Républicain : Mais vous soutiendrez une liste aux sénatoriales ?

Olivier Thomas : On verra... on ne les connaît pas encore. Je suis fidèle à ma famille politique même si je ne suis plus encarté et j'ai toujours œuvré pour le rassemblement de toute la gauche et des écologistes. S'ils savent se rassembler, comme ils l'ont fait pour la NUPES, je les soutiendrai sans faille. Rien n'est pire que la division dans la situation que traverse notre pays.



Le Siredom a sorti un jeu pour les enfants.